

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205695]

10 OKTOBER 2013. — Decreet houdende opheffing van het tweede lid, van § 3, van artikel 172 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 172, § 3, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de tiende dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 10 oktober 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Lokale Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement 855 (2012-2013) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 9 oktober 2013.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205646]

10 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, notamment l'article 4;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles et le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières transférées par la Communauté française à la Région wallonne, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juin 2013;

Vu le protocole n° 603 du Comité de secteur XVI, établi le 12 juillet 2013;

Vu l'avis n° 54.013/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 septembre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre-Président, en charge des relations internationales, et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le § 1^{er} de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International est complété par l'alinéa suivant :

« Sauf dérogation prévue par le présent arrêté, l'affectation temporaire à l'administration centrale couvre au moins la durée d'un mouvement diplomatique. »

§ 2. Au deuxième alinéa du § 2 de l'article 10 du même arrêté, les mots « ou dix années » sont insérés après les mots « deux missions ».

§ 3. Le second alinéa du § 4 de l'article 10 du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« W.B.I. consulte en priorité, pour les postes ouverts à affectation, les membres du personnel de la carrière extérieure dont la durée de l'affectation temporaire à l'administration centrale dépasse la durée d'un mouvement diplomatique.

Si, à l'issue de cette consultation, certains postes demeurent vacants, la consultation sera étendue aux membres du personnel de la carrière extérieure dont la durée de l'affectation temporaire à l'administration centrale ne dépasse pas la durée d'un mouvement diplomatique.

Si, à l'issue de cette deuxième consultation, certains postes demeurent vacants, la consultation sera étendue à l'ensemble du personnel de la carrière extérieure.

L'affectation pour les postes visés par le présent paragraphe prend fin en même temps que le mouvement diplomatique visé au § 3. »

Art. 2. Le premier alinéa du § 3 de l'article 15 du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'au terme d'une évaluation, un membre du personnel de la carrière extérieure obtient la mention défavorable, il est réaffecté à l'administration centrale et il est pourvu au poste vacant selon les modalités fixées à l'article 10, § 4. »

Art. 3. L'article 37 du même arrêté est complété par les paragraphes suivants :

« § 5. Par dérogation à l'article 10, § 4, du présent arrêté, si un poste du mouvement diplomatique d'une durée plus courte visé au § 2 se retrouve inoccupé avant le 31 juillet 2015 pour une raison autre que celle visée à l'article 17 du présent arrêté, W.B.I. consulte en premier lieu la liste des candidats qui avaient été retenus initialement pour ce poste.

Si, à l'issue de cette consultation, le poste demeure inoccupé, la procédure visée à l'article 10, § 4, est appliquée.

§ 6. Pour les hauts représentants désignés avant le 31 juillet 2015, l'alinéa 2 du § 2 de l'article 8 du présent arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Cette mission spécifique s'exerce dans le cadre d'une relation contractuelle et les personnes désignées en qualité de haut représentant ne peuvent occuper cette fonction au-delà de l'âge de soixante-cinq ans. Elle ne donne aucun droit à une nomination définitive à la fonction qu'elle confère. A la fin de la mission et, en toute hypothèse au plus tard à la fin du mouvement diplomatique 2015-2020, soit le 31 juillet 2020, il est mis fin au contrat. »

§ 7. Par dérogation à l'article 15, § 2, les hauts représentants visés au § 6 sont soumis à une évaluation supplémentaire entre quarante quatre et quarante huit mois après l'approbation de la lettre de mission.

§ 8. En outre, au-delà de l'évaluation des hauts représentants fixée au § 7, le Gouvernement évaluera, avant la fin de la quatrième année, les missions spéciales confiées aux hauts représentants désignés avant le 31 juillet 2015.

A l'issue de l'évaluation des missions spéciales visées à l'alinéa précédent et après avis du Comité de direction de W.B.I., le Gouvernement se prononcera sur le maintien, l'adaptation ou l'arrêt de chacune des missions spéciales confiées à un haut représentant. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2013.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 3 produit ses effets au 1^{er} juillet 2013.

Art. 5. Les Ministres ayant respectivement dans leurs compétences les Relations internationales et la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 octobre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205646]

10. OKTOBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2012 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von «Wallonie-Bruxelles International»

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen "Wallonie-Bruxelles", insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für internationale Beziehungen "Wallonie-Bruxelles" und des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung, was die Angelegenheiten betrifft, die durch die Französische Gemeinschaft der Wallonischen Region übertragen wurden, zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen "Wallonie-Bruxelles";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals des Außendienstes von "Wallonie-Bruxelles International";

Aufgrund des am 24. Mai 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. Juni 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 6. Juni 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 12. Juli 2013 aufgestellten Protokolls Nr. 603 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 30. September 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 54.013/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, beauftragt mit den internationalen Beziehungen, und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Artikel 10, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals des Außendienstes von "Wallonie-Bruxelles International" wird durch folgenden Absatz ergänzt:

"Außer in durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Ausnahmefällen entspricht die Dauer der zeitweiligen Zuweisung zu der Zentralverwaltung wenigstens der Dauer einer diplomatischen Personalbewegung."

§ 2. In Artikel 10, § 2, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "oder zehn Jahre" nach dem Wortlaut "zwei Missionen" eingefügt.

§ 3. Art. 10, § 4, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch die folgenden Absätze ersetzt:

"Für die für eine Zuweisung offenen Posten hört W.B.I. vorrangig die Personalmitglieder des Außendienstes an, deren Dauer der zeitweiligen Zuweisung zu der Zentralverwaltung die Dauer einer diplomatischen Personalbewegung übersteigt.

Wenn im Anschluss an diese Anhörung manche Posten noch unbesetzt bleiben, wird die Anhörung auf jene Personalmitglieder des Außendienstes ausgedehnt, deren Dauer der zeitweiligen Zuweisung zu der Zentralverwaltung die Dauer einer diplomatischen Personalbewegung nicht übersteigt.

Wenn im Anschluss an diese zweite Anhörung manche Posten immer noch unbesetzt bleiben, wird die Anhörung auf das gesamte Personal des Außendienstes ausgedehnt.

Die Zuweisung zu den in dem vorliegenden Paragraphen angeführten Posten endet gleichzeitig mit dem Ende der in § 3 angeführten diplomatischen Personalbewegung."

Art. 2 - Art. 15, § 3, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

"Wenn ein Personalmitglied des Außendienstes am Abschluss einer Bewertung negativ beurteilt wird, wird es der Zentralverwaltung wieder zugewiesen, und wird der offene Posten nach den in Artikel 10, § 4 festgelegten Modalitäten besetzt."

Art. 3 - Artikel 37 desselben Erlasses wird durch die folgenden Paragraphen ergänzt:

"§ 5. Falls ein in § 2 angeführter Posten der diplomatischen Personalbewegung von kürzerer Dauer vor dem 31. Juli 2015 aus einem anderen als dem in Artikel 17 des vorliegenden Erlasses angeführten Grund unbesetzt ist, so hört W.B.I. zuerst die Kandidaten der Liste an, die ursprünglich für diesen Posten berücksichtigt wurden.

Wenn der Posten im Anschluss an diese Anhörung noch unbesetzt ist, findet das in Artikel 10, § 4 angeführte Verfahren Anwendung.

§ 6. Für die vor dem 31. Juli 2015 ernannten Hohen Vertreter wird Artikel 8, § 2, Absatz 2 durch den folgenden Absatz ersetzt:

"Diese spezifische Aufgabe wird im Rahmen einer vertraglichen Beziehung durchgeführt und die zu Hohen Vertretern ernannten Personen dürfen dieses Amt nach dem Alter von fünfundsiebzig Jahren nicht mehr ausüben. Sie gibt keinen Anspruch auf endgültige Ernennung zu dem Amt, das sie verleiht. Wenn die Aufgabe beendet ist und unter allen Umständen spätestens vor Ende der diplomatischen Personalbewegung 2015-2020, d.h. am 31. Juli 2020 wird der Vertrag beendet."

§ 7. In Abweichung von Artikel 15, § 2 werden die in § 6 angeführten Hohen Vertreter im Laufe des Zeitraums zwischen vierundvierzig und achtundvierzig Monaten nach Genehmigung der Aufgabenbeschreibung einer zusätzlichen Bewertung unterzogen.

§ 8. Zusätzlich zu der in § 7 festgelegten Bewertung der Hohen Vertreter bewertet die Regierung vor dem Ende des vierten Jahres die Sonderaufgaben, die den vor dem 31. Juli 2015 ernannten Hohen Vertretern übertragen werden.

Im Anschluss an die Bewertung der in dem vorangeführten Absatz erwähnten Sonderaufgaben und im Anschluss an ein Gutachten des Direktionsausschusses von W.B.I. nimmt die Regierung Stellung zu der Weiterführung, der Anpassung oder der Beendigung jeder der einem Hohen Vertreter übertragenen Sonderaufgaben."

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. November 2013 in Kraft.

In Abweichung des vorangeführten Absatzes wird Artikel 3 ab dem 1. Juli 2013 wirksam.

Art. 5 - Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen bzw. der öffentliche Dienst gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Oktober 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205646]

10 OKTOBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van « Wallonie-Bruxelles International »

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles" en op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van "Wallonie-Bruxelles international";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 mei 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 6 juni 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 juni 2013;

Gelet op het protocol nr. 603 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 12 juli 2013;

Gelet op het advies nr. 54.013/2 van de Raad van State, gegeven op 30 september 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President, bevoegd voor de Internationale Betrekkingen, en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. § 1 van artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van "Wallonie-Bruxelles International" wordt aangevuld met het volgende lid :

"Behoudens afwijking bedoeld bij dit besluit, is de tijdelijke aanstelling bij het hoofdbestuur minstens geldig tijdens de duur van een diplomatieke beweging."

§ 2. In het tweede lid van § 2 van artikel 10 van dit besluit, worden de woorden "of tien jaar" toegevoegd na de woorden "achtereenvolgende missies".

§ 3. Het tweede lid van § 4 van artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende leden :

"Wat de voor aanstelling openstaande posten betreft, raadpleegt "W.B.I." bij voorrang de personeelsleden van de externe carrière waarvan de duur van de tijdelijke aanstelling bij het hoofdbestuur langer is dan de duur van een diplomatieke beweging.

Als sommige posten na die raadpleging vacant blijven, wordt de raadpleging tot de personeelsleden van de externe carrière uitgebreid waarvan de duur van de tijdelijke aanstelling bij het hoofdbestuur niet langer is dan de duur van een diplomatieke beweging.

Als sommige posten na die tweede raadpleging vacant blijven, wordt de raadpleging tot alle personeelsleden van de externe carrière uitgebreid.

De aanstelling voor de posten bedoeld bij deze paragraaf houdt op tezelfder tijd als de diplomatieke beweging bedoeld in § 3."

Art. 2. Het eerste lid van § 3 van artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

"Als een personeelslid van de externe carrière na een evaluatie de melding ongunstig krijgt, wordt hij weer bij het hoofdbestuur aangesteld en wordt het dan in de vervanging voorzien overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 10, § 4."

Art. 3. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende paragrafen :

§ 5. In afwijking van artikel 10, § 4, van hetzelfde besluit, raadpleegt "W.B.I.", wanneer een post van de diplomatieke beweging van een kortere duur dan die bedoeld in § 2, vóór 31 juli 2015 onbekleed blijft voor om een andere reden dan die bedoeld in artikel 17 van dit besluit, eerst de lijst van de kandidaten die voor deze post in aanmerking waren genomen.

Als de post na die raadpleging vacant blijft, is de procedure bedoeld in artikel 10, § 4, van toepassing.

§ 6. Wat de vóór 31 juli 2015 aangewezen hoge vertegenwoordigers betreft, wordt het tweede lid van § 2 van artikel 8 van dit besluit vervangen door het volgende lid :

“Die specifieke missie wordt uitgeoefend in het kader van een contractuele overeenkomst en de als hoge vertegenwoordiger aangewezen personen mogen dat ambt niet boven de leeftijd van vijfenzeftig jaar bekleden. Ze verschaft geen enkel recht op een vaste benoeming in de desbetreffende functie. Na vervulling van de missie en, in ieder geval uiterlijk op het einde van de diplomatieke beweging 2015-2020, namelijk op 31 juli 2020, wordt een einde aan de overeenkomst gemaakt.”

§ 7. In afwijking van artikel 15, § 2, worden de hoge vertegenwoordigers bedoeld in § 6 onderworpen aan een bijkomende evaluatie tussen vierenvestig en achtenveertig maanden na goedkeuring van de missiebrief.

§ 8. Naast de evaluatie van de hoge vertegenwoordigers bedoeld in § 7, zal de Regering, vóór het einde van het tiende jaar, de bijzondere opdrachten van de vóór 31 juli 2015 aangewezen hoge vertegenwoordigers bovendien evalueren.

Na de evaluatie van de bijzondere opdrachten bedoel in het vorige lid en na advies van het Directiecomité van “W.B.I.”, zal de Regering zich uitspreken over het behoud, de aanpassing of de stopzetting van elke bijzondere opdracht van de hoge vertegenwoordigers.”

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2013.

In afwijking van het vorige lid, treedt artikel 3 in werking op 1 juli 2013.

Art. 5. De Ministers bevoegd voor Internationale Betrekkingen en Ambtenarenzaken zijn, elk wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31738]

27 JUNI 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant la désignation de la SRIB pour le lot 1 et du Fonds de Participation pour le lot 2 comme gestionnaires opérationnels du Fonds bruxellois de Garantie pour une période de trois ans

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, toutes modifiées par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 4 et 47;

Vu l'article 28 de l'ordonnance du 22 avril 1999 -ordonnance modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et portant création du « Fonds bruxellois de Garantie »

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 juin 2013;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Economie;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve la désignation de la SRIB pour le lot 1 et du Fonds de Participation pour le lot 2 comme opérateurs du Fonds bruxellois de Garantie aux conditions fixées dans la réponse à l'appel d'offre.

Bruxelles, le 27 juin 2013.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Economie et Emploi et de la Recherche Scientifique,

Mme C. FREMAULT

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31738]

27 JUNI 2013. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot goedkeuring van de aanduiding van de GIMB voor het lot 1 en de Participatiefonds voor het lot 2 als operationeel beheerders van het Brussels Waarborgfonds voor een periode van drie jaar

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, alle gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van de 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, meer bepaald artikel 4 en 47;

Gelet op artikel 28 van de ordonnantie van 22 april 1999 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering en houdende oprichting van het “Brussels Waarborgfonds”;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting gegeven op 27 juni 2013;

Op de voordracht van de Minister belast met de Economie;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Door dit besluit wordt een aangelegenheid geregeld die bedoel is in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering hecht haar goedkeuring aan de aanduiding van de GIMB voor het lot 1 en de Participatiefonds voor het lot 2 als operatoren van het Brussels Waarborgfonds tegen de in het antwoord op de offerteaanvraag bepaalde voorwaarden.

Brussel, 27 juni 2013.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Economie en Werkgelegenheid en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT